Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Paradis fiscaux et fraude fiscale pour les riches, austérité budgétaire pour les pauvres

Sélection d'articles

Par Julie Lévesque
Mondialisation.ca, 12 avril 2016
8 novembre 2012

Région : L'Europe
Thème: Économie

Les services bancaires extraterritoriaux – ou banques *offshore* – sont l'éléphant dans la pièce de l'économie mondiale que les élites politique et financière tentent de garder à l'abri des regards. Ils imposent des mesures d'austérité aux vaillants citoyens tout en étant conscients des sommes astronomiques détenues secrètement dans des banques extraterritoriales, donc perdues en impôts. D'où vient cet argent et à quoi sert-il?

Les cartels de la drogue, la fraude, l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent font partie des réponses courantes à ces questions. En dépit de cette réalité et même en cette période d'austérité budgétaire, les dirigeants mondiaux évitent la question suivante : pourquoi le secret bancaire est-il encore permis? Sont-ils en mesure d'y mettre un terme et peu disposés à le faire en raison des avantages qu'il procure? Certainement.

De temps à autre un bandit à cravate sert de bouc-émissaire afin de donner aux gens ordinaires une faible illusion de justice. Même s'ils méritent d'être pénalisés, le système bancaire corrompu qui leur a permis d'opérer demeure intact et ses défauts ne sont jamais remis en questions. Les services bancaires extraterritoriaux ne constituent pas une structure parallèle, mais se situent plutôt au cœur du système bancaire. Toutes les grandes banques ont des filiales *offshore*.

R. Allen Stanford est l'un des criminels à cravate purgeant une peine pour avoir exploité une « importante combine à la Ponzi camouflée en banque [Stanford International Bank (SIB)] ayant vendu environ 7 milliards de dollars en pseudo "certificats de dépôt" et 1,2 milliards en fonds mutuels » :

> [Le chef de la direction financière de SIB, James] Davis, a déclaré au département de la Justice que son « patron volait les investisseurs depuis des décennies tout en payant des pots-de-vin aux régulateurs et même en faisant des pactes de sang pour ne jamais révéler ses secrets ».
>
> Allen Stanford était bien branché grâce à ses liens et à de généreux montants compensatoires offerts à des politiciens étasuniens durant plus d'une décennie, dont 65 % aux démocrates, incluant notre président du « changement ».
>
> Les preuves suggèrent par ailleurs qu'il est possible que des régulateurs et des agences secrètes des États-Unis, dont la CIA, l'aient aidé à camoufler ses traces […]

> Allen Stanford faisait des affaires à l'Américaine : il arnaquait les déposants et détournait les recettes dans un labyrinthe de comptes extraterritoriaux.
>
> Le jugement accuse « Stanford […] et les autres d'avoir fait partie d'une conspiration : ils faisaient passer des millions de dollars par différents comptes bancaires situés dans le district sud du Texas et ailleurs aux États-Unis […] et les transféraient ensuite dans des comptes bancaires hors du pays afin d'exercer un contrôle exclusif sur les fonds des investisseurs, obtenus frauduleusement.
>
> Les vérificateurs ont appris que les fonds étaient transférés à des banques extraterritoriales par le biais de comptes contrôlés par Stanford, dont HSBC à Londres, la Bank Julius Baer de Zurich et huit autres, des banques impliquées par le passé dans des scandales de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale. Aucune de ces banques n'a été accusée en lien avec cette affaire. (Tom Burghardt Financial Fraud, The Laundering of Drug Money and the CIA, Antifascist Calling… 4 août 2010.)

La troïka – l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international – inflige par aveuglement volontaire des mesures draconiennes à de nombreux Européens tout en laissant une « vaste industrie bancaire extraterritoriale agir dans l'ignorance totale ». C'est tout le contraire pour la liberté de presse et les dénonciateurs, lesquels sont surveillés de près :

> L'éditeur de magazine grec Costas Vaxevanis est accusé d'avoir violé des lois sur la protection de la vie privée. Il pourrait purger une peine d'emprisonnement de deux ans.
>
> La liberté de presse et la dénonciation devraient être intouchables, mais ce n'est pas le cas dans le monde actuel, corrompu et contrôlé par l'argent […]
>
> Un […] récent rapport de Tax Justice Network (TJN) USA […] estime la richesse volée et cachée en grande partie dans des paradis fiscaux à près de 32 billions de dollars.
>
> "The Price of Offshore Revisited" (Le prix de l'extraterritorialité revisité) révèle ce que l'élite ultra riche désire dissimuler : les gouvernements les laissent éviter les impôts. Les coûts sociétaux sont énormes et les biens mal acquis sont libres d'en créer davantage. Seuls les gens ordinaires payent ce qu'ils doivent et bien des gens paient trop […]
>
> L'éditeur du magazine Hot Doc a été arrêté pour avoir publié la « liste Lagarde ». En 2010 les autorités françaises l'ont remise à Athènes. L'enquête sur 2059 Grecs richissimes détenant des comptes secrets HSBC en Suisse était l'objet du litige. (Stephen Lendman, Greek Whistleblower: Billions in Secret Offshore Bank Accounts, 31 octobre 2012.)

En voyant la pauvreté et les inégalités augmenter dramatiquement en raison de l'austérité budgétaire créée et ordonnée par l'industrie bancaire, quelques pays européens ont brandi le spectre du séparatisme :

> Ces derniers mois, plusieurs exemples ont démontré que les partis défendant la création de nouveaux petits États en Espagne, en Belgique, en Italie, en Écosse et ailleurs en Europe ont fait des gains.
>
> L'appui accru pour de telles tendances a été alimenté par des réductions budgétaires et

> des mesures d'austérité brutales imposées par des gouvernements centraux et exigées par la troïka —l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international — et ce sur ordre des banques et des spéculateurs internationaux. Toutefois, l'exploitation de doléances sociales légitimes ne signifie pas que ceux qui en profiteront politiquement représentent les intérêts des masses exploitées. (Chris Marsden, Austerity and Political Balkanization: The Rise of Separatist Agitation in Europe, October 30, 2012.)

F. William Engdahl rappelle que le même genre de « mesures d'austérité a ouvert la voie au IIIe Reich » et insiste sur le fait que les banques sont « la source du problème » :

> Les gouvernements de l'Union européenne ont d'abord reculé devant toute action déterminée contre les banques impliquées dans les prêts à risque durant les années de la bulle financière. Ces banques demeurent la source du problème. Il n'y a pas de prêts dans l'économie réelle et c'est la principale cause du taux de chômage de 25 % en Grèce, en Espagne et ailleurs dans l'UE. Tant que l'on ne n'abordera pas la question des banques, on ne verra pas de reprise économique. Traiter ce problème uniquement comme une crise de la dette souveraine, c'est prendre la queue de l'éléphant en dire qu'il s'agit d'un serpent. (F. William Engdahl, Germany Enforces Same Austerity that Paved Way to 3rd Reich, 30 octobre 2012.)

Avec en tête les récentes images de brutalité de l'État policier espagnol, nous devons nous demander si suivre les diktats de l'industrie bancaire conduit à une promenade ruineuse sur l'autoroute du totalitarisme.

Julie Lévesque

Mondialisation.ca vous offre une sélection d'articles portant sur l'austérité budgétaire et l'industrie bancaire.

Article original : Money Laundering and Offshore Fraud for the Rich, Economic Austerity for the Poor

---

SÉLECTION D'ARTICLES

En français:

« Le peuple grec se trouve aujourd'hui à l'épicentre de la crise du capitalisme », Eric Toussaint

Comment mettre fin à l'exil fiscal, Salim Lamrani

Les « tigres baltes » et leurs faux prophètes de l'austérité, Jeffrey Sommers, Prof. Arunas Juska, et Michael Hudson

Des milliers de manifestants contre le nouveau budget au Portugal, Paul Mitchell

VIDÉO: Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, Jérôme Fritel et Marc Roche

Grandes manifestations et violences policières en Grèce, Christoph Dreier

Quelques réflexions sur les perspectives des mouvements sociaux en Grèce et en Europe, Vicky Skoumbi

Contexte international du mouvement social pour une réelle démocratie, contre la dette et l'austérité, Jérôme Duval

Homo debitor, chronique de l'Homme endetté, Eric Toussaint

USA : 10 chiffres qui disent tout, Michel Collon

Choc budgétaire: Les pigeons et le boomerang, Pierre Lévy

En anglais:

Financial Fraud, The Laundering of Drug Money and the CIA, Tom Burghardt

Greek Whistleblower: Billions in Secret Offshore Bank Accounts, Stephen Lendman

Austerity and Political Balkanization: The Rise of Separatist Agitation in Europe, Chris Marsden

VIDEO: Germany Enforces Same Austerity that Paved Way to 3rd Reich, F. William Engdahl

VIDEO: Spain Police Beating Everyone: A Warning To America, Alexander Higgins

VIDEO: Greek Police Arrest Journalist over 'Lagarde List' Leak, Yanis Varoufakis

Employees of Romney family's secret bank tied to fraud, money laundering, drug cartels and the CIA, Gerry Bello and Bob Fitrakis,

American Narcos: The Real 'Masters of Paradise', Tom Burghardt

Trillions Stashed in Offshore Tax Havens, Stephen Lendman

The Ascendancy of a Criminal Financial Elite, James Petras

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Julie Lévesque, Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : Julie Lévesque

A propos :

Julie Lévesque is a journalist and researcher with the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal. She was among the first independent journalists to visit Haiti in the wake of the January 2010 earthquake.

In 2011, she was on board "The Spirit of Rachel Corrie", the only humanitarian vessel which penetrated Gaza territorial waters before being shot at by the Israeli Navy.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca